

Revenu universel de base et sauvegarde de l'environnement

Partage international n° [436](#) - Décembre 2024

par Carlos Adrian Perez

La récente 16^e conférence mondiale sur la biodiversité (COP16) a souligné le besoin urgent de repenser les stratégies de préservation de l'environnement, particulièrement en Amérique latine où la convergence du conflit social et de la vulnérabilité environnementale crée un paysage complexe aux enjeux élevés.

La crise environnementale mondiale, qui se manifeste par l'accélération de la perte de biodiversité, est exacerbée par les profondes inégalités socio-économiques. Cependant, les communautés les plus affectées par la dégradation environnementale sont souvent celles qui peuvent jouer un rôle crucial dans sa protection. Les approches traditionnelles ne sont plus suffisantes ; les efforts de préservation doivent être à la fois innovants et inclusifs. Il est donc vital que ces communautés soient impliquées dans l'organisation des politiques qui impactent leurs vies. Mais pour prendre une part active dans la préservation, elles ont besoin d'être soutenues par des mécanismes de financement élaborés en fonction de leurs besoins.

L'intersection de la préservation et de la justice sociale n'est pas seulement un idéal. C'est une nécessité urgente dont il faut se saisir pour parvenir à un futur durable pour tous.

A ce titre, le revenu universel de base (RUB) apparaît comme un outil essentiel pour donner plus de pouvoir aux communautés vulnérables et promouvoir des stratégies de préservation équitables. Il ne s'agit pas simplement d'atténuer les impacts environnementaux ; ces actions renforcent également la résilience communautaire et contribuent à la paix en aidant à éviter les conflits. Cependant, le véritable potentiel du RUB n'est pleinement réalisé que s'il est soutenu par des mécanismes de financement tels que *Cap and Share* (Limiter et Partager).

Un modèle de justice climatique

Le modèle *Cap and Share* génère une égalité socio-économique par la réduction des émissions carbonées et la protection de la biodiversité par la redistribution des richesses issues des carburants fossiles. En redirigeant sur le RUB les ressources financières ainsi captées, se crée un cercle vertueux dans lequel les communautés vulnérables bénéficient directement des actions de préservation. *Cap and Share* permet aux communautés de recevoir des revenus réguliers et inconditionnels, leur fournissant ainsi une sécurité financière cruciale. Cela ne soulage pas seulement la pression sur les ressources naturelles mais facilite également la participation active des communautés à la préservation de leur milieu de vie. Le revenu universel n'est pas seulement une assistance économique ; c'est un modèle pour la justice climatique qui garantit que ceux qui sont les plus touchés par le changement climatique reçoivent un soutien direct, et leur donne le pouvoir de devenir eux-mêmes des agents du changement.

Projet pilote en Colombie

En Colombie, où le rapport entre les défis environnementaux urgents et les conflits violents est particulièrement évident, un projet pilote de mise en œuvre du RUB pourrait tout changer. Cette initiative procurerait un revenu régulier aux communautés affectées, leur offrant un soulagement économique et l'opportunité de s'impliquer dans des pratiques de préservation. Un tel projet ne générerait pas seulement des bénéfices immédiats pour les communautés impliquées mais deviendrait également un cas d'étude pour évaluer les initiatives de mise en œuvre du RUB dans des contextes similaires. Les données rassemblées au cours de ce projet pourraient démontrer l'efficacité du revenu de base pour réduire la pauvreté, augmenter la sécurité alimentaire et développer des pratiques durables pacifiques. Cela en ferait un exemple convaincant en vue d'un déploiement plus vaste.

Des indices constatés à l'échelle mondiale suggèrent que le revenu régulier procuré par le RUB peut avoir des effets positifs significatifs sur la sécurité

alimentaire et l'autonomie communautaire. Les communautés qui reçoivent ces transferts d'argent peuvent diversifier leurs sources de revenus et améliorer leurs pratiques agricoles, réduisant ainsi la pression sur les écosystèmes. En Colombie, cela pourrait signifier une réduction des pratiques qui contribuent à la déforestation, les communautés renforcées par la sécurité financière étant plus susceptibles d'investir dans une gestion durable des terres.

Les conflits armés ont laissé en Colombie des cicatrices profondes dans le tissu social et environnemental du pays. Les communautés déplacées et les zones hautement dégradées sur le plan écologique servent de rappel constant de l'interconnexion entre les questions sociales et environnementales. La restauration de l'environnement et la réduction des inégalités doivent être abordées conjointement pour parvenir à une paix stable. Mettre en œuvre le RUB, en se basant sur le mécanisme de *Cap and Share*, pourrait être une avancée cruciale pour le rétablissement de la relation entre les communautés et la nature, qui représenterait la fondation d'un véritable développement durable.

Un futur durable et équitable

En nous tournant vers l'avenir, il devient essentiel que la conversation sur le financement inclusif ne stagne pas. Chaque dollar alloué à la sauvegarde doit être considéré comme un investissement pour les communautés qui se soucient de nos plus précieux écosystèmes. Les acteurs internationaux et nationaux

doivent reconnaître l'importance de ces initiatives et collaborer pour garantir aux communautés l'accès aux ressources dont elles ont besoin.

Le déploiement du revenu universel, en même temps que des mécanismes comme *Cap and Share*, n'offre pas seulement une solution économique mais répond aux causes originelles de l'injustice sociale et environnementale. En agissant ainsi, non seulement la biodiversité et les écosystèmes sont protégés mais des sociétés plus justes et résilientes, capables de faire face aux défis présents et futurs, peuvent être construites.

Pour conclure, il est clair que le chemin vers une préservation efficace de l'environnement doit être inclusif. La promotion d'un dialogue autour des mécanismes de financement donnant plus de pouvoir aux communautés est essentielle pour s'assurer que la préservation soit juste et efficace. C'est la seule manière de renforcer la résilience de nos communautés et de contribuer à la construction d'un monde équitable où la nature et l'humanité coexistent en harmonie. Un projet pilote en Colombie peut fournir les données nécessaires pour évaluer ces initiatives et offrir un modèle reproductible à grande échelle, ce qui pourra être préconisé lors d'événements à venir comme la COP30 sur le climat.

Auteur : Carlos Adrian Perez, directeur régional des campagnes pour l'Amérique latine chez Equal Right.

Sources : commondreams.org

Thématiques : [Société](#), [environnement](#)

Rubrique : [Divers](#) ()